

**Demande d'un crédit supplémentaire – Commission des finances**  
(arts. 32, 33 et 34 de la LGAF)

**Département :** Santé et mobilités

**Crédit :** 7 700 000 francs

**Année :** 2025

**Objet :** Lits d'attente aux HUG

**Programme(s) :** K01 Réseau de soins

**Nature(s) :** 36 Charges de transfert

**Nombre de postes :** 0 ETP

**Motifs-détails :** Entré en vigueur au 1er janvier 2025, le mandat de prestations relatif aux lits de soins de maintien (LSM) définit le cadre des prestations de soins de maintien assurées par les Hôpitaux universitaires de Genève (HUG). Il concerne des patientes et patients qui, sans relever de soins somatiques aigus ou de réadaptation, ne sont plus en mesure de regagner leur domicile. Ces personnes sont prises en charge aux HUG dans l'attente d'une place en établissement médico-social (EMS) ou dans une autre structure d'hébergement adaptée à leur situation et à leur degré de dépendance fonctionnelle.

Conformément à l'article 25a, alinéa 5, de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal), l'État de Genève assume le financement résiduel des soins de maintien, selon des modalités analogues à celles appliquées aux EMS et aux organisations d'aide et de soins à domicile.

Le budget 2025 a été établi sur la base d'une occupation moyenne mensuelle cible de 132 lits, conformément à la planification cantonale, pour un financement résiduel à la charge du canton de CHF 12.1 millions. Cette cible correspond à l'objectif des HUG d'assurer des conditions de prise en charge optimales des patients.

Les dernières projections communiquées par les HUG font toutefois apparaître un niveau d'activité nettement supérieur aux prévisions initiales.

L'occupation moyenne mensuelle est désormais estimée à environ 215 lits, correspondant à 6'545 journées par mois, soit un total annuel de 78'538 journées. À prix journalier constant de CHF 248, le coût correspondant s'élève à environ CHF 19.5 millions, révélant un écart significatif par rapport aux crédits inscrits au budget.

Cette situation s'inscrit dans un contexte de pression structurelle persistante sur les lits de soins de maintien, liée notamment à l'allongement des délais d'attente pour l'admission en EMS ou dans d'autres structures d'hébergement adaptées. Des écarts comparables ont déjà été constatés lors de l'exercice 2024.

Au regard du cadre légal applicable et de l'obligation pour l'État d'assurer le financement résiduel des soins, l'octroi d'un crédit supplémentaire pour l'exercice 2025 est indispensable afin de garantir la continuité de la prise en charge des patientes et patients concernés et de couvrir les charges effectivement supportées par les HUG.

La présente demande de crédit supplémentaire est de 7 700 000 francs.

**Conseil d'Etat :**



28 janvier 2026

La chancelière d'Etat :

**Décision de la commission des finances :**

Accord	Date :
Refus	Signature :